

2ÈME ÉDITION

FORUM SOCIAL

LE JOURNAL

DES QUARTIERS

POPULAIRES

journal du fsqp 2008 - n°3
prix libre

AGIR POUR QUE ÇA CHANGE

Le rendez-vous politique des Banlieues - « quartiers populaires » est devenu un terme trop neutre -, c'est ce à quoi nous travaillons concrètement depuis 3 ans. Il s'agit d'un projet fragile qui demande à tous de dépasser nos propres intérêts personnels et identitaires.

Le 1^{er} FSQP démontre notre capacité à répondre présent quant et à l'endroit où nous l'avons décidé nous même.

Organiser, structurer, et donner les moyens de l'expression d'une parole et de pratiques politiques collectives de nos quartiers est une marche de longue haleine. (Dixit Nabil de Sarcelles). Si certains veulent sprinter c'est qu'ils ont la mémoire courte et les dents bien trop longues.

Bref le 1^{er} Forum a démontré que c'est possible, la qualité et les compétences sont là. Mais cela ne suffit pas ! Il reste à (s'accorder pour) tracer les contours d'une route commune.

Le Forum Social des Quartiers Populaires se déroulera les 3-4 et 5 octobre 2008, au cœur de la cité Pablo Picasso à Nanterre. Cette ville est marquée, historiquement, par les luttes de l'immigration et des quartiers : des luttes de libération nationale aux luttes ouvrières, en passant par celles pour la résorption des bidonvilles et des cités transit. Nanterre, *La Populaire*, aux identités multiples, est aujourd'hui menacée par la spéculation financière et immobilière du quartier des affaires de la Défense.

D'autres quartiers populaires sont touchés par la spéculation immobilière, l'Etat sous couvert de mixité sociale (cf art. Logement, p2) y organise la déréglementation et la pénurie du logement social.

« Plan banlieue - plan foireux »

En réponse au chômage massif dans les cités et à l'appauvrissement qui va avec, les élus locaux soutenus par le gouvernement déplace, parfois expulse, une partie des habitant-e-s les plus pauvres, au profit des classes moyennes au profil fiscal plus avantageux. On accuse les populos, les familles immigrées, les chômeurs, les jeunes déscolarisés d'être les auteurs de trouble et de tirer les villes vers le bas : endettement, délinquance, communautarisme...

Pour des Politiques de la Ville censées aider les populations de ces quartiers c'est une catastrophe : des milliards pour des plans foireux - dits Plan Banlieue - discutés avec Personne.

Du côté de l'Education Nationale, ce n'est pas mieux ! (cf art. Education, p4).

Chaque année 150 000 jeunes sont exclus du système scolaire sans qualification indispensable à la recherche d'emploi. Les 1^{er} touchés traînent en bas des tours, n'ayant plus d'autres espoirs si ce n'est de sauver

leurs peaux. C'est bien plus violent que des voitures qui brûlent.

La gauche syndicale et politique nous martèle depuis 20 ans que l'échec scolaire massif dans nos banlieues serait dû à 2 facteurs :

- 1/ Au déterminisme social du système qui prépare les enfants de pauvres à être pauvre...
- 2/ Au manque de moyens (pas assez de profs, classes surchargées...).

Rien sur leurs propres responsabilités : excusez-nous on est pas d'accord !.

« Tous ensemble !? »

Les 150 000 jeunes exclus cette année auront grossi au mieux les statistiques du chômage, si ce n'est de la délinquance.

Pour eux pas de grèves, pas de manif, ni de relais dans les hautes sphères syndicales, politiques, etc. On s'en fout !

Pour le service minimum, y'a grèves et re-grèves, oui faut pas toucher au droit de grève et on est d'accord, mais la grève à deux vitesses on n'en veut pas !

Après tout la gauche défend les siens et nous n'en faisons définitivement pas partie.

Nous ne voulons pas opposer l'intérêt des profs et des élèves, ce serait stupide.

Mais nous ne sommes pas des « béni-oui-oui » condamnés à porter des banderoles et des pancartes écrites par d'autres, et à marcher au pas cadencé de « tous ensemble, tous ensemble, ouai-ouai ! »

Beaucoup de profs dans nos quartiers se foutent royalement du devenir de leurs élèves : trop violents, trop voilées, trop de familles démissionnaires, etc.

Sensibilité gauchiste ou pas, certains considèrent que ces enfants ne font pas partis de leur famille (et mille excuses à ceux et celles qui assurent et y'en a !).

Vu le désert politique à gauche, c'est à nous de prendre nos responsabilités ou de disparaître... !

2ÈME ÉDITION

FORUM SOCIAL

DES QUARTIERS POPULAIRES

FORUMS - DEBATS - VILLAGE ASSOCIATIF
CULTURE DES QUARTIERS : CINEMA - EXPO - THEATRE - CONCERTS

APARTHEID URBAIN
RACISME ET SEXISME
ISLAM CRIMINALISÉ
VIOLENCES POLICIERES
CHOMAGE PROGRAMMÉ
EDUCATION EN FAILLITE

IL FAUT QUE ÇA CESSE !

3-4-5 OCTOBRE 2008
NANTERRE

web : fsqp.free.fr
mail : fsqp@fsqp.fr
Tel : 09 54 39 41 04

QUARTIER PABLO PICASSO
STADE JEAN GUIMIER - PARC ANDRÉ MALRAUX
RER A NANTERRE PREFECTURE - N° 1 LA DEFENSE

FORUM SOCIAL
DES QUARTIERS POPULAIRES
3.4.5 OCTOBRE 2008 NANTERRE



LOGEMENT

« J'y suis ! J'y reste ! »

Depuis le début des années 80 l'usage politique de la notion de « ghetto » a entretenu la confusion entre « quartiers de la misère » et « quartiers ethniques ». Les dispositifs publics ne sont jamais parvenus à sortir d'un discours d'affirmation des principes républicains.

Attirer des couches moyennes, bloquer l'arrivée des familles immigrées pour changer l'image publique des quartiers dits « défavorisés », cette stratégie est devenue une fin en soi. Et, son échec est patent. De fait, les quartiers sont en même temps l'objet de discours compassionnels et d'un traitement sécuritaire qui dépassent largement les problématiques policières.

« La reconquête des territoires perdus de la République » devient le ciment de l'ensemble des « Plans banlieues » mis en place par la droite et la gauche réunies.

La rénovation urbaine c'est quoi ?

Le vote de la loi sur la cohésion sociale en 2003 inscrit un vaste programme de rénovation urbaine. Ce projet d'ampleur nationale va perdurer et selon les estimations pour 2013 : plus de six cents quartiers classés en ZUS seront « concernés » - 42 milliards d'euros seront débloqués. Dans 15 ans : 8,5 millions d'habitants vont être confrontés à des projets urbains et 1 million de logements devraient être concernés.

À qui profite le crime ?

Cette politique publique nationale centralisée est portée par les élus locaux. Ses prétentions affichées : résorber les inégalités entre les différents territoires, répondre de

vrant ainsi des décisions majeures sur l'avenir de leurs quartiers. Très souvent pas consultés, rarement bien informés : ils se retrouvent anéantis avec le sentiment amer de ne pouvoir influencer sur rien - isolés, souvent dans la précarité - ils ne peuvent faire valoir leurs droits leur avenir et celui de leurs enfants leur échappent : ces projets sont concoctés sans eux et souvent contre eux.

« les démolitions ont pour objectif de disperser les familles »

Les démolitions d'immeubles sont la pierre angulaire des projets ANRU - dans certains villes - des milliers de démolitions sont programmées - l'ANRU subventionne

peuvent prétendre être relogés dans les immeubles neufs reconstruits souvent ailleurs et trop cher pour eux. C'est pour cela que les habitants parlent d'épuration sociale. Non seulement les démolitions aggravent le manque de logement social mais nient la mémoire et l'histoire des habitants quand ils ne les font disparaître pour accueillir des populations à profil fiscal plus intéressant. Sans oublier que ces mesures renforcent les visées spéculatives.

Des luttes existent et des collectifs d'habitants s'organisent : nous devons nous en saisir et rétablir le lien entre les luttes d'hier et d'aujourd'hui.

de la politique programmée de Rénovation Urbaine, sa filiation n'est pas neutre de la stigmatisation « quartiers populaires » ou « grands ensembles » on est passé à « quartiers sensibles ». Toutes les luttes ont manifesté leur rejet de ce qui fait des habitants des cités, des citoyens de seconde zone, stigmatisés par les sigles censés améliorer leur cadre ou leurs conditions de vie (HLM, ZUS, ZEP, REP, CLS, CLSPD, MLEJ, GPV, GPRU...).

Aujourd'hui, des collectifs d'habitants s'organisent pour dénoncer les conséquences dévastatrices de cette politique et résister !!! Ils ne sont pas les seuls à en pointer les limites et les injustices : les rapports de la Fondation Abbé Pierre, de l'observatoire des zones urbaines sensibles, du conseil général des ponts et chaussées et du comité se suivi de l'ANRU reconnaissent que ces projets « pèsent de manière significative sur le nombre de logements sociaux, que la mobilité résidentielle des habitants ne se fait pas, que la concertation avec les habitants est quasiment nulle et que les relogements se font avec des augmentations de loyers. Les subventions ANRU ne servent ni à résoudre les questions brûlantes du chômage, d'absence d'équipements publics, d'échec scolaire, de discriminations et d'inégalités : on ne fait que déplacer des habitants en reconstruisant de la « relégation ».

Ces luttes, portées par les principaux concernés pour défendre leurs propres intérêts souvent dans le cadre d'une autonomie contestée et constamment délégitimée, restent bien fragiles face à un tel déferlement de moyens et un consensus politique qui rend une grande majorité de responsables politiques muets et aveugles sur les dégâts. La thèse de la mixité sociale devient une évidence. C'est la critique de cette notion dans les banlieues elles-mêmes qui reste essentielle non seulement pour renforcer les luttes contre la politique de rénovation urbaine mais aussi pour faire reculer les effets d'auto-dévalorisation que cette notion de mixité sociale produit dans la conscience collective des quartiers. Personne ne revendiquait la mixité sociale pour aller s'user dans les fonderies, les ateliers et les chantiers.



Mobilisation au quartier du Petit-Bard, Montpellier.

Abdenour Tataï,
Porte parole de Justice pour le Petit-Bard, Montpellier*

« Quand le mouvement est né, on s'est dit on va prendre nos responsabilités, on était pas militants, mais les pouvoirs publics ne veulent pas de nous parce qu'on porte la parole des habitants à un niveau qu'ils ne veulent pas entendre. Quand c'est des postures philosophiques, ils aiment bien, mais quand on revendique un droit de regard sur les projets eux-mêmes et la gestion financière de ces projets (rénovation urbaine, politique de la ville) ils nous disent non ! Vous avez les prestations sociales, la CAF ; vous n'allez pas non plus faire notre travail, on est élus pour ça... »

* Justice pour le Petit-Bard : justice-petitbard@yahoo.fr

Les luttes sur le logement ne sont pas nouvelles. Elles ont émaillé la vie des quartiers populaires et ont traversé les luttes de l'immigration depuis plus de 40 ans. Elles ont une continuité symbolique que certains dans un raccourci saisissant ont nommé - « des bidonvilles à l'ANRU ».

Des grèves des O.S. aux batailles contre les cités de transit aux révoltes de jeunes contre les violences et les discriminations, c'est tout le rejet de la condition sociale et politique réelle de cette immigration et de ses enfants qui est contestée.

« le logement des plus pauvres est l'enjeu immédiat de la politique de Rénovation Urbaine »

Le droit de pouvoir se loger sur place en HLM malgré la précarité de revenu était une revendication essentielle des grévistes de la faim de 1983 à la cité des Minguettes à Vénissieux. Car si le logement des plus pauvres est l'enjeu immédiat

manière durable aux problèmes sociaux existants dans les banlieues - promouvoir un parcours résidentiel, favoriser l'accession à la propriété et régler toutes les injustices par la mise en place de la mixité sociale afin de faire reculer la relégation - Le bras armé : l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine - guichet unique et central devant lequel les maires viennent défendre leurs projets afin de décrocher les fonds de l'ANRU.

« Les habitants des quartiers sont les grands oubliés »

Ils apprennent l'existence de ces projets parfois par voie de presse ou affiches dans les halls décou-

mieux les démolitions que les reconstructions ou les réhabilitations et les exige parfois pour valider les projets. Ces démolitions portent le plus souvent sur les grands logements, en bon état pas chers et largement amortis par les loyers versés durant parfois 35 ou 40 ans. Exécutés avant reconstructions, ces démolitions ont pour objectif de disperser les familles afin de les reloger plus loin et souvent dans des conditions plus médiocres dans des quartiers qui ont vocation à être démolis plus tard afin de faire venir « les classes moyennes » dans des banlieues ou le foncier flambe. Bien peu de ces locataires modestes

CONTACTS :

FSQP - « Atelier Logement » : fsqp@fsqp.fr

Coordination Anti Démolition des Quartiers Populaires : antidemolition@gmail.com - http://antidemolition.blogspot.com

Fontenay Générations (Fontenay-sous-Bois) : fontenaygenerations@yahoo.fr

AGIR contre les VIOLENCES POLICIÈRES

Les mobilisations contre les violences policières et/ou crimes policiers menées par des militant-e-s du MIB, Bouge qui Bouge, Comité Thomas Claudio, Justice pour Habib, à Mantes-la-Jolie, Dammarie-les-Lys, Toulouse, Lille, Vaulx-en-velin, Nîmes, nous ont amené à réfléchir au bilan et au devenir de nos luttes.

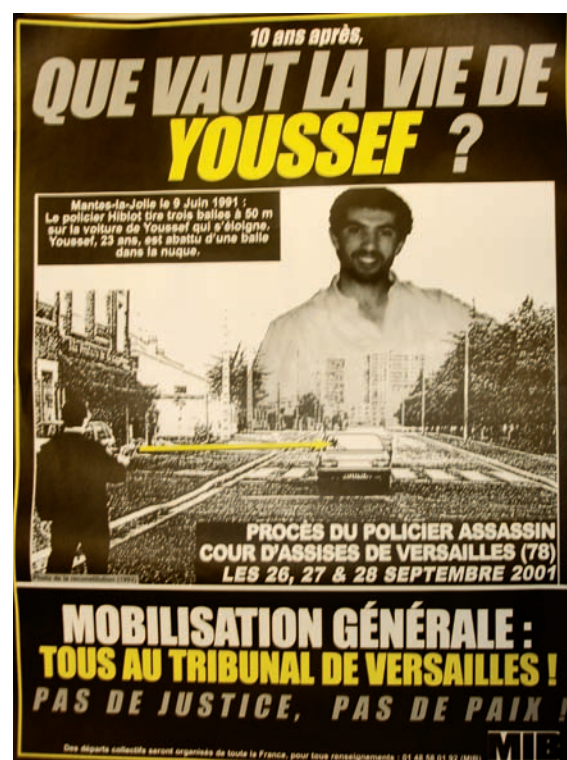
Le déroulement politico-judiciaire de ces affaires est quasiment toujours le même : qu'il s'agisse de violences et/ou de crimes policiers, de bavures parfois accidentelles, le scénario souvent se répète. Et quelque soit le quartier touché : une version policière popularisée par des journaux locaux qui devient rapidement la Vérité Médiatico-judiciaire, puis des « émeutes », des arrestations, des manifestations, des « non-lieux », puis l'oubli.

Reste alors comme image de toutes mobilisations la stigmatisation des fameuses « bandes ethniques », et la voyoucratie banlieusarde devient alors l'ennemi public n°1. Mais ce qui reste aussi, c'est un sentiment de fatalité qui emplit le cœur de nos quartiers, du plus jeune aux anciens...

... Quand ce type de drames frappe nos quartiers, irrémédiablement c'est tout un quartier qui vit le bouclage, les contrôles, le sentiment d'insécurité... tout un quartier qui est mis sous régime spécial du reste de la société, tout un quartier qui vit au rythme de dispositifs d'exceptions qui se répètent invariablement : des « couvre-feux » aux « plan banlieues ».

Vérité et Justice pour nos quartiers

Pourtant ça et là, depuis des années, des habitants et des militants s'organisent pour combattre ces traitements discriminants, arbitraires et violents, et obtenir



« Justice ». Et de quartier en quartier, on lutte de comité en comité, sans trouver l'issue de l'apaisement, que seule la « Justice et la Vérité » pourrait apporter dans le cœur de nos quartiers.

Durant ces derniers mois, quelques affaires telles que celles de Lamine DIENG (Paris 20^{ème}), Reda SEMMOUDI (Noisy-le-Sec), Hakim ADJIMI (Grasse), LAMBA (Villepinte), ont permis de démontrer que lorsque les habitants décident avec les familles de ne pas se laisser abuser par le déroulement politico-judiciaire, et qu'ils et elles s'engagent à savoir ce qui s'est passé, on peut instituer un rapport de force qui permet d'obtenir une meilleure visibilité, un soutien juridique, financier et militant aux familles, la nécessité d'inscrire et de transmettre

dans la mémoire collective l'histoire des personnes victimes de violences policières et l'histoire de ces luttes pour la « Justice en Banlieue ».

Ce qui prouve parmi d'autres exemples, que, seules, la détermination de la mobilisation et de l'auto-organisation ne suffisent pas pour donner des résultats dans la lutte pour la « Vérité et de la Justice ».

Une plate-forme commune pour agir !

C'est pourquoi, dans le cadre du 2nd FSQP, des militants du MIB, Bouge qui Bouge, des membres des comités de soutien DIENG, SEMMOUDI, Justice pour LAMBA, et d'autres militants qui souhaitent s'engager sur ces questions, proposent de réfléchir à la construction d'une plate-forme commune sur ces questions qui soit capable :

- **de regrouper les archives** (lieu ressource) des mobilisations de ces 20 dernières années, et les rendre visible et lisible, à travers la constitution d'expositions, films documentaires, brochures, livres, ...
- **d'informer** et d'initier des campagnes communes sur des affaires suivies.
- **de mettre en place des cycles de formations** (à partir des archives regroupés- et de personnes ressources) pour les militant-e-s de nos quartiers, concernant les différents aspects composant les affaires de violences et/ou crimes policiers et des mobilisations qui parfois s'en suivent : aspects -judiciaire-médiatique- soutien militant et solidaire-expérience de luttes sur le long terme- auto-organisation...
- **d'aider et d'accompagner l'organisation collective dans le soutien** sur la manière de mener ce genre de luttes, car il ne suffit pas seulement de manifester son indignité.

Ce temps d'élaboration et d'échanges consacré à la création de ce projet prendra la forme de deux « tables rondes » dans un espace permanent consacré à ces questions, pendant les trois jours que dureront la 2nd édition du FSQP. Les moments d'échanges et de débats s'appuieront sur des supports tels que des films documentaires, une exposition sur les différentes luttes menées, des récits d'expériences de luttes...

Des documentaires retraçant des affaires de violences et/ou crimes policiers seront disponibles lors du Forum :

- *Que vaut la vie de Youssef*, de l'Agence Im'média, MIB, Zaléa TV
- *MIB, Chroniques 2001-2002*, de Reynald Bertrand, 2002
- *Justice pour Zamani*, de Reynald Bertrand, 2000
- *Justice pour Lamba*, du collectif Justice pour Lamba
- *Justice pour Reda*, du Comité Justice pour Reda, 15 min
- *Mohamed DIAB : pourquoi et comment on tue un travailleur immigré*, 1974, APIC

Pour plus d'informations, contactez :

FSQP - Atelier Violences Policières
fsqp@fsqp.fr

Collectif « Lamine Dieng »
Tél : 06 50 62 38 27
collectif-lamedien@hotmai.fr
<http://coucxx.skyrock.com>

Comité de soutien « Justice et Vérité pour Reda »
veritejustice.redasemmodi@gmail.com



Manifestation à Villepinte, suite à l'agression de LAMBA par des policiers de la BAC, juin 2008.



EDUCATION NATIONALE C'est grave docteur !

« *L'état dans lequel se trouvent mes élèves ? Depuis quinze ans, je suis professeur de français en lycée professionnel et je vois ce qu'il en est. Je suis aux premières loges. J'ai découvert, dès la première année, un phénomène renversant qui m'a d'abord paru inexplicable : mes élèves, à Noisy-le-Sec, étaient illettrés et incultes. Dans les conseils de classe, on accusait les familles. Je n'étais pas d'accord. Ces gamins avaient quand même passé plus de sept heures par jour en classe (étude du soir comprise), huit mois par an, pendant dix ans... Dans une certaine mesure, les enseignants les avaient vus plus longtemps que leurs propres parents. Quinze ans plus tard, alors que l'illettrisme s'étend chez les jeunes, je n'ai pas changé d'avis. Les enfants passent toujours autant de temps à l'école. La responsabilité des familles est donc dérisoire. Mais le débat sur cette question, aujourd'hui en France, est impossible.* » - Farida Belghoul.

Chaque année, 150.000 jeunes au moins sont exclus du système scolaire sans maîtriser les bases élémentaires de la lecture, de l'écriture et du calcul, indispensables à l'acquisition de toute qualification. Quelles que soient les raisons de cette situation sur laquelle nous avons aussi beaucoup à dire, nous ne pouvons plus longtemps rester sans rien faire. Par dignité, nous éviterons de réciter la litanie des conséquences dramatiques qui les mènent souvent à la mort sociale ou parfois à la mort réelle.

Qui peut se contenter de simples déclarations d'intention face à ce désastre ?

Nous, un groupe de simples parents et de parents enseignants du MIB, avons décidé d'exercer notre responsabilité en matière d'instruction en créant un comité de soutien en faveur du dispositif REID, initié par Farida

Belghoul, habitant une cité de Bezons où elle y enseigne dans un LEP depuis 15 ans.

Le R.E.I.D

Remédiation Éducative Individualisée à Domicile

Qu'est-ce que le REID ?

Construit autour de la personne d'un adolescent en échec, le dispositif REID est un mode d'instruction à domicile qui transmettra les bases fondamentales indispensables à son insertion. L'adolescent en errance reprendra le matin chez lui avec un instructeur la langue française, le calcul mathématique, l'histoire du pays dans lequel il vit. Il participera l'après-midi à des activités culturelles d'insertion. Ainsi réintégré dans son cadre social et familial personnel, il

reprendra confiance en lui, et dans ses proches, construira son autonomie, et fort de ses nouveaux acquis, envisagera de mener dignement sa vie d'adulte - dixit Farida Belghoul.

Un dispositif alternatif d'instruction !

Ce dispositif concernera 12 jeunes (6 filles et 6 garçons) dont l'objectif est de décrocher le brevet des collèges. Un organisme indépendant du REID assurera une évaluation rigoureuse des résultats, le REID ne pouvant être juge et partie dans ce domaine.

De plus, loin d'être une simple opération de sauvetage, affranchie des clichés habituels sur les causes et les responsables de l'échec scolaire, c'est une initiative d'enseignant qui s'ouvre aux parents et les invite à mieux comprendre les conditions d'apprentissage de nos

enfants en cours depuis la réforme Jospin de 1989.

Notre soutien au REID nous donnera ainsi l'occasion de mener une campagne afin de sensibiliser les familles aux questions d'instruction qui ne doivent pas être du seul ressort des politiques ou des spécialistes.

L'expérience du Comité National contre la Double Peine a bien révélé comment un non-initié au droit pouvait, en s'informant un peu, se mettre dans la situation de prendre l'initiative. Alors pourquoi pas aussi l'instruction ? Un simple parent ne peut-il pas être compétent dans ce domaine crucial qui touche à nos enfants ?

En soutenant le REID, nous pouvons réunir les conditions d'un rassemblement des parents des quartiers populaires capable d'apporter une contribution efficace et utile, en créant notamment des associations de parents d'élèves indépendantes, à l'image de l'association APE (Amis de l'Ecole Publique) à Montreuil.

Sans votre aide, pas de REID !

Envoyez vos dons par chèque bancaire à l'ordre du R.E.I.D. Association R.E.I.D. 1 rue Hoche - 95870 Bezons contact@reid.fr

A la santé de nos quartiers !

La Case de Santé : un centre de santé communautaire au cœur d'un quartier populaire à Toulouse

La Case de Santé est un centre de santé communautaire situé dans un quartier populaire du centre ville de Toulouse à forte fréquentation de migrant-es. Nous disons fréquentation, car prétendre qu'Arnaud Bernard est un quartier où habitent des migrant-es est de moins en moins vrai. Les spéculations immobilières ont fait le travail... Reste que ce quartier a tous les avantages et les inconvénients d'un quartier populaire : convivialité, solidarité, entraide, débrouille, mais aussi précarité, harcèlement policier, chasse aux sans papiers, et image médiatique stéréotypée du quartier coupe-gorge, lieu de tous les trafics.

« La santé n'est pas uniquement l'absence de maladie »

Le projet de la case de santé repose sur un principe simple : la santé n'est pas uniquement l'absence de maladie. La santé doit être vue comme globale. En gros, il s'agit d'être capable de « diagnostiquer » un problème de logement, un harcèlement au travail ou un défaut de papier pour un migrant, lorsque la demande exprimée semble d'ordre médicale. Aucun médicament ne soigne le fait d'être sans papier ou d'être expulsé de son logement. Pourtant ça rend malade ! A partir de là, il ne s'agit pas de prétendre avoir systématiquement une réponse individuelle à des problèmes qui relèvent des structures même de notre société, caractérisée par ses inégalités sociales, son racisme, son sexisme et son individualisme.

Il s'agit bien plus d'être capable de faire entrevoir les horizons du possible en terme d'organisation collective, de faire se rencontrer des usager-es victimes des même injustices, mais aussi de créer la rencontre avec d'autres usager-es aux parcours différents, et de créer des solidarités et des rapports de force.

Un centre de santé communautaire aux activités multiples...

En pratique, l'activité de la case de santé se divise en deux pôles, selon nous complémentaires et indissociables. Une activité de soin généraliste (conventionnée par la sécurité sociale), de prévention en santé et d'accompagnement social (ouverture de droit, suivi individuel des usager-es les plus précaires, orientation, voire conseil juridique pour les migrant-es menacés par l'administration, etc.). Et un pôle d'activité communautaire dont l'objectif est de créer les structures et les outils d'une réappropriation par les usager-es de leur santé et d'un développement ou d'un renforcement de leurs capacités individuelles et collectives. Cela peut se traduire

entre autre par l'organisation de repas/projection/débat (« les cantines du 17 », cf photo), par la mise en place d'un café social (« El Zamane ») pour les Chibanis du quartier, ou encore par la création d'une Télé de quartier (www.alibernard.tv).

Le point commun de toutes ces activités (que nous ne pouvons pas toutes citer ici), est la volonté de favoriser la participation des usager-es de la Case de Santé et habitant-es du quartier à l'organisation et la gestion de tout ce joyeux bordel !

Une équipe pluridisciplinaire : médecin, infirmière, promoteur de santé, comité d'usagers...

L'équipe de la case de santé est composée de professionnels de santé et du social (médecins, infirmière, promoteurs de santé, nutritionniste, éducatrice spécialisée et psychologues).

Toutes les décisions concernant la Case de Santé sont prises collectivement au sein de l'équipe (pas de chef, de directeur, ni de roi !). La partie des locaux réservée aux activités communautaire est gérée par « le collectif du 17 », qui regroupe

l'équipe de la Case de Santé, des usager-es de la Case de Santé, et des habitant-es du quartier.

Au-delà d'un centre de santé, un projet militant...

Nous revendiquons notre filiation avec des expériences politiques telles que celles du MIB qui au cours des 15 dernières années, ont montré l'importance de l'implication « des concerné-es » dans les luttes sociales notamment en matière de discrimination.

Pour nous le Forum Social des Quartiers Populaires, c'est l'occasion d'échanger sur nos pratiques, et de partager des expériences et des outils d'organisations collectives autonomes. C'est aussi apporter notre contribution sur la réflexion globale autour de l'avenir des nos quartiers. La tâche a été et sera rude. S'organiser, passer du temps, militer avec les gens, les usager-es, ce n'est pas facile, ça demande du temps, de la patience, de l'humilité, de la remise en cause personnelle. Mais c'est aussi des moments de vie formidables, des liens, c'est aussi aimer, et tout simplement faire attention les uns aux autres.

**LA CASE DE SANTÉ
17 place Arnaud Bernard
31000 Toulouse
Tél : 05 61 23 01 37
Fax : 05 62 27 25 34
contact@casedesante.org
www.casedesante.org**



Un centre de santé communautaire au cœur d'un quartier populaire à Toulouse.

PALESTINE

1948/2008, 60 ans de Nakba - 60 ans de résistance Quelle solidarité avec le peuple palestinien ?



Dans le cadre du FSQP, un espace permanent pendant les trois jours du Forum, sera consacré à la Palestine.

Au programme : des projections-débats (« Sous le joug de l'occident » d'Edward Saïd, « Ezzedine Kalak » de Guy Chapouillé, « Naqba Palestine 1948 » de Ryuiche Hirokawa...), des expositions sur les réfugiés, les prisonniers, l'aspect historique des mouvements de Résistances, le mur, l'eau,... et un espace théâtre : « Amis du Théâtre de la Liberté de Jénine », « Les prisonniers du monde Libre » de Hamma Méliani...

Trois débats marqueront les temps forts de ces trois jours de rencontres : « Aspect historique », « Situation actuelle en Palestine » et « Quelle solidarité avec le peuple Palestinien ? ».

Un livret pédagogique sera produit à cette occasion comportant des expos, films-doc, textes, en direction des participant-e-s au Forum.

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies proposait, sans même consulter ses habitants, le partage de la Palestine en deux États, l'un juif sur 54% de la Palestine historique et l'autre arabe sur 46%. Lorsque l'État d'Israël voit le jour, le 14 mai 1948, le territoire conquis englobe 78% de la Palestine, 531 villages ont été détruits et environ 800 000 palestiniens ont été expulsés de leurs terres et foyers.

Depuis plus de 60 ans, la Nakba (catastrophe) palestinienne se traduit par le déracinement violent et

continu d'un peuple de sa terre. De Haïfa à Yafa, de Jérusalem à Gaza, de Jénine à Hébron, la présence palestinienne est sans cesse menacée, cloisonnée, et la terre est volée. Aujourd'hui, que reste-t-il de la Palestine à part quelques cantons isolés où se replie la population, tandis que la majorité des palestiniens sont toujours des réfugiés ?

La Nakba, survenue en 1948, c'est le déracinement de tout un peuple de sa terre et de sa société.

Face à cet Etat colonial, le peuple palestinien s'est organisé et résiste

jusqu'à aujourd'hui à l'occupation.

La communauté internationale se contente de bailler des fonds pour financer les différents processus, sans que ne soit jamais assumée la volonté politique de sanctionner l'occupant pour que cesse l'occupation. Celle-ci privilégie toujours une représentation faussée de la situation en Palestine, notamment la vision d'« une terre sans peuple pour un peuple sans terre », ignorant volontairement la capacité d'auto-détermination des Palestiniens qui luttent encore aujourd'hui pour être acteurs de leur propre histoire.

En outre, la situation en Palestine est intimement liée à l'agenda guerrier des États-Unis au Moyen-Orient. L'occupation continue de dévaster l'Irak alors que la guerre menée en Afghanistan par les alliés de l'Otan s'intensifie. Tout cela sur fond de menaces contre l'Iran et la Syrie. Ainsi la répression israélienne en Palestine occupée est cautionnée par cette guerre prétendue « globale et permanente contre le terrorisme ».

Face à cette injustice, le FSQP a décidé de placer la solidarité avec le peuple palestinien au centre de ses débats afin de lancer une dynamique de solidarité dans nos quartiers.

Encore faut-il déterminer quelles sont les bases de cette solidarité ?

Mais pour nous une chose est claire, soutenir la Palestine c'est défendre nos valeurs : l'égalité et la justice !

Nous vous donnons rendez-vous au forum afin de discuter et de proposer une démarche commune de solidarité avec le peuple palestinien pour les années à venir.

Pour plus d'informations, contactez :

Union Générale des Étudiants de Palestine [GUPS]
www.gupsfrance.org
paris@gupsfrance.org

Association des Palestiniens en France [APF]
www.palestiniensfrance.org
apf_paris@yahoo.fr

Amis du Théâtre de la liberté de Jénine (ATL Jenine)
theatrejenine@yahoo.fr

Union juive française pour la paix
www.ujfp.org

Génération Palestine
www.generation-palestine.org

CCIPPP
contact@protection-palestine.org

KANAKY

La colonisation n'est pas terminée

Il y a 20 ans, l'épreuve de force entre le mouvement indépendantiste kanak et le gouvernement français se concluait par l'intervention sanglante de l'armée française et par une répression féroce. Aujourd'hui, la situation coloniale persiste. L'USTKE¹ se heurte à son tour à une politique répressive.

Le 22 avril 1988, répondant à l'appel du FLNKS pour le boycott actif des élections régionales en Nouvelle Calédonie, des militants kanaks investissaient le poste de gendarmerie de Fayaoué sur l'île d'Ouvéa. L'intervention de l'armée française le 5 mai 1988 dans la grotte de Gossanah est sanglante : 19 morts, aucun blessés parmi les kanaks. Ces événements n'ont pas été limités à Ouvéa, même si c'est là qu'ils ont été les plus tragiques.

La répression qui suit est brutale et massive. Dans un rapport de force défavorable, les indépendantistes emmenés par Jean-Marie Tjibaou signent les accords de Matignon-Oudinot qui ramènent provisoirement le calme sur le territoire. Le leurre d'une indépendance possible sous dix ans par une voie pacifique séduit de nombreux Kanaks lassés par des années de violences et des dizaines de morts.

Vingt ans après, la situation coloniale persiste

Le pouvoir politique et économique est toujours principalement entre les mains des caldoches ou des métropolitains,

la spoliation de terres kanaks se poursuit, l'environnement continue à se dégrader sous l'action d'industriels qui ne cherchent que des profits immédiats. Sur le plan social, les patrons privilégient toujours l'embauche de métropolitains dociles à celles des Kanaks, interdisant tout débouché professionnel à beaucoup de jeunes. La spéculation immobilière pousse de plus en plus de familles vers les bidonvilles qui entourent Nouméa.

Dans cette situation, le syndicat USTKE² qui défend pied à pied les intérêts des travailleurs quelque soit leur communauté, depuis 27 ans, est devenu la première organisation syndicale du territoire. Face à des patrons voyous pour qui le profit immédiat est le seul horizon et l'avenir du territoire le dernier souci, les syndicalistes ne peuvent qu'avoir recours à des méthodes radicales.

L'arrivée au pouvoir de Sarkozy a donné des ailes à la droite coloniale revancharde. Certains n'hésitent plus à remettre ouvertement en cause l'accord de Nouméa signé en 1998 qu'ils n'appliquent pas. Cet accord

prévoyait, entre autres mesures, un calendrier de transfert de compétences vers le territoire, la priorité à la formation des jeunes du territoire et à leur embauche.

« L'USTKE a fait le choix de construire un parti politique »

Confronté à la déliquescence des organisations politiques issues des rangs indépendantistes, l'USTKE a fait le choix en novembre 2007 de construire un parti politique pour relayer dans les institutions ses revendications et porter les revendications indépendantistes. La création du Parti travailliste en Kanaky (PT) bouscule les partis qui cogèrent la situation coloniale et ont abandonné la perspective d'indépendance à moyen terme. Elle ulcère la droite qui pensait avoir maté les Kanaks en corrompant quelques responsables placés à la tête d'administrations d'où ils distribuent les emplois à leur guise.

Les bons scores obtenus aux élections municipales par le PT ne font que renforcer la haine contre l'USTKE. Un nouveau Haut Commissaire de la République a été nommé pour remplacer le précédent jugé lâche face aux manifestations du syndicat. Le nouveau Haut Commissaire met en œuvre tous les moyens dont il dispose pour essayer de casser le syndicat avant que le PT ne prenne trop d'ampleur : envoi systématique du

GIGN³ sur les piquets de grève, répression violente des manifestations, arrestation des dirigeants et inculpations se multiplient.

Vingt-deux syndicalistes de l'USTKE ont été jugés en appel le 15 juillet 2008 par le tribunal de Nouméa, ils risquent des peines de prison allant de 1 mois à 1 an ferme.

Il faut bien en convenir, la colonisation n'est pas terminée...

Pour plus d'informations :

Solidarité Kanaky
<http://www.solidaritekanaky.org>
contact@solidaritekanaky.org



1 FLNKS : Front de Libération Nationale Kanak Socialiste
2 USTKE : Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et Exploités
3 GIGN : Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationales



ARTS et CULTURES des

La culture est un élément de résistance contre la relégation sociale de nos banlieues. A travers les livres, les chansons, la musique, le cinéma, le théâtre, etc. elle nous permet de poser notre propre regard, notre propre sensibilité sur la marche du monde.

Se raconter dans nos histoires, quelque soit l'art, permet de fissurer le moule de la culture dominante. Parfois, au-delà des mots, le rythme et le tempo disent l'urgence sociale bien plus simplement que les discours savants.

En un mot, l'instruction, l'éducation et la culture sont des éléments essentiels pour l'émancipation. Montrer, voir et partager ces expressions culturelles issues de nos quartiers, lors du Forum, relèvent pour nous de la démarche d'éducation populaire que nous souhaitons transmettre.

> THÉÂTRE

Naissance d'une troupe de théâtre au quartier des Tilleuls

Par Zouina Meddour, Directrice de la maison des Tilleuls

Qui aurait pu imaginer en juin 2002 lorsque je suis arrivée à la maison des Tilleuls, que cinq ans plus tard, nous partirions en tournée théâtrale en Europe ?

Par quelles étapes sommes-nous passées pour sortir de l'ombre et assumer au grand jour, sur scène, devant un public, une parole singulière et collective, intime et politique ?

Prendre la parole n'est pas une chose aisée, surtout quand d'ordinaire on ne vous la donne pas. Monter sur scène relève d'une vraie prouesse, quand traditionnellement, on vous cantonne aux affaires du domicile.

« Quelle mouche a donc piqué ces femmes ? »

Quelle mouche a donc piqué ces femmes, qui réussissent à briser tous les clichés et tabous, à assumer une place et une parole, tout en prenant du plaisir ?

Un petit retour en arrière me semble important pour bien comprendre une telle aventure et les étapes qui ont permis progressivement d'entrer dans des processus de créations collectives, assumés et revendiqués.

Au départ, les femmes rencontrées dans le quartier m'avaient sollicitées pour mettre en place une activité cuisine. Très rapidement nous nous sommes retrouvées débordées par l'affluence d'autres femmes.

Elles venaient surtout pour discuter, pas vraiment pour cuisiner, alors nous avons décidé de créer un autre espace : le salon de thé, un rendez-vous hebdomadaire pour celles qui avaient

envie de changer d'air, partager un moment de rencontre, sans aucune contrainte.

Petit à petit nous avons élargi l'activité à l'animation du quartier, par l'organisation de fêtes, de soirées, puis la participation à des débats notamment en 2003, avec le débat public organisé sur la situation en Palestine. Et, où nous avons fait la connaissance de Joss Dray et Marina Da Silva.

Cette rencontre nous a conduit vers d'autres horizons, celui de l'image, la photo, l'écriture et le théâtre. Et nous voilà embarquées dans une nouvelle aventure, donnant naissance à la première exposition « Quelques unes d'entre nous ».

Les révoltes de novembre 2005 ont précipité les choses, les femmes étaient présentes tous les jours dans la rue au côté de l'équipe, des habitants, des élus, moteur dans l'ensemble des actions, rencontres, débats, manifestations, organisées pour prendre de la distance avec la situation immédiate, analyser et comprendre ce qui s'inscrivait dans une longue histoire de relégation sociale et raciale.

« C'est à ce moment-là que le collectif « Quelques unes d'entre nous » s'est créé. »

En novembre 2005 également, nous sommes invitées au Festival des libertés à Bruxelles pour présenter notre diaporama.

Le collectif était prêt, enfin presque, encore un peu de timidité, de doute sur leur capacité à prendre la parole,

besoin de réassurance, mais nous étions là très présentes à leurs cotés, à les encourager, les soutenir...

Fatiha* est arrivée dans cette période, elle a décuplé les forces du collectif, plus rien ne pouvait les arrêter.

Toutes ces activités faisaient l'objet de discussions interminables, sur le sens, les coûts, la finalité, l'utilité, la place de chacune, le regard des autres...

Et ce n'est qu'à l'issue de ces débats collectifs que pouvait se mettre en place chaque projet.

Nous avons eu des moments de bonheur, d'engueulades, de pleurs, de crises que nous avons gérés, ils étaient nécessaires pour poursuivre ensemble, nous sentions bien que quelque chose se passait, un lien suffisamment fort entre toutes pour permettre de consolider ce collectif qui allait oser de plus en plus de choses.

Et c'est à Bruxelles, en assistant à une pièce, des portraits de femmes, qu'elles ont eu le déclic, affirmant qu'elles aussi étaient capables de monter sur scène.

Je les ai prises au mot, et dès notre retour, j'ai fait part de leur désir au directeur du Forum.

Garder la maîtrise du contenu

Il y a à Blanc Mesnil chaque année des résidences d'artistes, nous avons été mises en relation avec la Compagnie du Tournesol, et son metteur en scène Philip Boulay, en décembre 2005.

La demande du collectif était exigeante, « faire du théâtre, mais avec nos textes, nos idées, nos histoires » et « qu'il y ait de l'humour, le monde est suffisamment triste et dur ».

Il nous fallait un auteur pour aider à la naissance du texte. Elsa Solal intervenait dans la ville auprès d'autres groupes de femmes pour animer des groupes de parole. Les femmes ont souhaité participer à ces groupes de parole et d'écriture pour écrire leur pièce.

Cela paraît simple, mais c'est loin d'être évident, il était nécessaire que les intervenants acceptent cette place particulière de répondre à une demande : **celle des femmes, d'écrire un texte de théâtre et de garder la maîtrise sur son contenu.** Tous les passages du texte ont été décortiqués, discutés, analysés, validés ou rejetés.

Cette aventure a été possible car chacun en a accepté les règles de fonctionnement.

Pas de place prépondérante pour personne. Pas de parole plus légitime qu'une autre, chaque personne quel que soit son statut était respectée et reconnue pour elle-même et non pour ce qu'elle était ou représentait.

Informations sur la pièce de théâtre et le collectif « Quelques-unes d'entre nous » :

LA MAISON DES TILLEULS
7 Square Maurice Audin
93150 Le Blanc Mesnil
Tél : 01 45 91 97 00
Fax : 01 45 91 97 09
www.maisondestilleuls.org

> THÉÂTRE-DÉBAT

Femmes musulmanes, elles aussi font l'histoire

Mars 2005, l'association Al Houda (Association des Femmes Musulmanes de Rennes) se voit refuser la participation au « Forum des associations » qui organise la Journée Internationale des Femmes à Rennes. Les raisons qui avaient été invoquées sont les doutes émis sur « les réelles convictions féministes » de l'association.

Quelques mois auparavant, une rencontre avait été organisée avec les associations organisatrices de la Journée Internationale des Femmes, pour « présenter l'association et la faire mieux connaître aux intéressées », alors même que l'Association des Femmes Musulmanes de Rennes est présente sur le terrain associatif rennais depuis plus de 10 ans.

Cette réunion prit la forme d'un véritable tribunal : de la demande de justification sur « les valeurs que nous défendons » aux propos répondant à des stéréotypes et des préjugés racistes et coloniaux du type « dans vos pays », ou encore « prouvez-nous que... », la réponse fut claire et sans appel : **Pas de femmes musulmanes à l'occasion de la journée internationale des femmes 2005.**

Cette même année, l'association décide de déposer un référé-liberté au tribunal administratif à l'encontre de la Ville de Rennes, pour contester son exclusion du « Forum des associations ». Le référé-liberté est rejeté pour le motif en outre, que l'association n'est pas en phase avec l'esprit de la Journée des Femmes.

Al Houda n'a pas réitéré sa demande de participation au village des femmes sans pour autant cesser ses actions.

Les femmes de l'association Al Houda affirment que l'émancipation n'est que le fruit d'un combat, d'une lutte autonome et consciente, aussi Al Houda propose un temps théâtre-débat, l'occasion de revenir sur les principes d'égalité et de solidarité féminine et de mettre en avant des perspectives de luttes.

Au programme, « Le son de tissus... », pièce-témoignage revenant sur l'exclusion des femmes musulmanes, suivie d'un débat animé par la Présidente de l'association Al Houda.

AL HOUDA,
Association de Femmes Musulmanes
Mail : association.alhouda@free.fr
Site : association.alhouda.free.fr/nos_activites.html



* Fatiha Damiche porte-parole du MIB qui nous a quittée bien trop tôt, Paix à son âme.

QUARTIERS POPULAIRES



Dans le cadre du 2^{ème} Forum Social des Quartiers Populaires, nous éditons le recueil de nouvelles de Farid Taalba : « Les contes de Mimoun Guélaille Veste de Paille ». Le FSQP est un espace pour promouvoir les créations culturelles issues de nos quartiers.

> LIRE

Les contes de Mimoun Guélaille « Veste de Paille »

Pour comprendre la réalité sociale, la littérature est bien souvent plus instructive que la sociologie. Bien que le sociologue essaie de construire des objets de recherche selon une méthode parfois aride et éprouvante, et de créer de la distance entre le sociologue et son objet afin de sortir du « sens commun » et d'être le plus « objectif » possible; et bien que l'écrivain n'ait pas besoin d'avoir toutes ces précautions méthodologiques et que, bien au contraire, on lui demande d'exprimer sa « subjectivité » : l'écrivain et le sociologue peuvent se rejoindre malgré avoir emprunté des chemins différents.

Ce fait, d'une portée générale, est d'autant plus vrai lorsqu'il s'agit du monde de l'immigration. Rares sont les analyses sociologiques qui réussissent à rendre compte de manière compréhensive, sans misérabilisme et sans populisme négatif, des relations sociales des immigrés, qui ne peuvent être réduites à un « déficit d'intégration » et à une « culture archaïque ». Plus nombreux sont les poètes et écrivains, qu'ils aient choisi l'écrit ou l'oral, qui ont réussi à exprimer l'intimité des immigrés, leurs souffrances, leurs peines, mais aussi leurs joies, leurs résistances et leur humour. Pénétrer dans le monde de l'inter-connaissance n'est pas donné à tout le monde: il faut soit y être invité, soit déjà en faire partie. Et même si on en fait partie, il faut avoir la capacité de se décentrer et de voir, sous un autre jour, ce dont le quotidien recèle de vie et de mort. C'est cette capacité de décentrement qui rend visible ce qui paraissait invisible, et qui donne tout son intérêt à la littérature.

Ces nouvelles, écrites entre 1989 et 1999, nous invitent à entrer dans ce monde de l'inter-connaissance rétif au regard extérieur, jusqu'à l'intimité profonde. L'intimité de familles dont les personnages ne sont pas caricaturés, grâce à la sensibilité de Farid Taalba¹, qui les rend proches de nous et attachants. Certains reconnaîtront leurs propres mère, père, frères ou sœurs, ou se reconnaîtront eux-mêmes, dans les situations que beaucoup d'enfants d'immigrés ont déjà vécu. Il nous donne accès à l'intimité d'une génération, celle des enfants d'immigrés nés dans les années 1960, qui fut, dit-on, une génération « sacrifiée » : la première à revendiquer sa présence définitive sur le territoire français, à avoir subi de plein fouet le chômage massif, à être décimée par les ravages de la drogue, à s'être brûlée les ailes dans la sphère politique, etc. Malgré l'hostilité du monde qui les exclut, les personnages gardent la tête haute. C'est une question d'honneur. Même si on voit la mort en face, l'humour est toujours là pour s'en protéger.

Bien souvent, les pionniers ne sont pas reconnus pour les portes qu'ils ont réussi à entrouvrir. Lorsque leurs successeurs les ouvrent fièrement bien plus tard, ils ont réellement l'impression que tout le mérite leur revient, et que les précédents restés dans la galère ne sont que l'incarnation de leur propre échec. Or rien n'est moins sûr. L'égalité des droits est un processus cumulatif et on ne devrait pas dénigrer ceux qui ont commencé à ouvrir des portes, même s'ils sont morts.

« résister, c'est une question de survie »

La mort est en effet présente dans tous les recoins du récit, qu'elle soit provoquée par le raciste, l'accident, la drogue ou le suicide. Mais plus que la mort physique, il est question ici de mort sociale, c'est-à-dire du processus qui fait qu'un être humain n'a plus de raison d'exister. Lorsque l'immigré n'a plus de travail pour exister et n'a plus de nation à laquelle s'identifier, que lui reste-t-il ? Pas grand chose, si ce n'est sa propre identité. Il ne lui reste plus que son identité pour se protéger du reste de la société et enfin être fier de quelque chose.

Comme le disait Abdelmalek Sayad², « exister, c'est exister politiquement ». C'est sûrement pour éviter de tomber sous la fourche de la mort sociale que nombre d'enfants d'immigrés ont investi le champ politique et ont inventé le slogan « J'y suis ! J'y reste ! ». Dans ces récits, le monde militant n'est évoqué que furtivement, au détour d'une phrase. Nous avons accès, en quelque sorte, à l'envers du décor politique. Cet envers qui intrigue toujours lorsque l'on croise un militant aguerrri qui, malgré la *hogra* qu'il a du subir, est toujours présent. Et quand on a accès à ces bribes d'informations, on se demande bien ce qui le pousse à continuer. Et là, on en arrive à la conclusion que résister, c'est une question de survie.

Ce livre sera disponible à partir du 15 septembre 2008, vous pouvez le commander en adressant un mail à mimoun@fsqp.fr (10 € + frais de port).

¹ Farid Taalba : Troubadour, poète à ses heures et acteur des luttes de l'immigration : du Comité National contre la Double-peine au MIB.

² Abdelmalek Sayad : (1933-1998), sociologue Franco-algérien, directeur de recherche au CNRS et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

> MUSIQUE CULTURES & RÉSISTANCES A travers la chanson de l'immigration

Lors de la seconde soirée du Forum, samedi 4 octobre 2008, aura lieu une soirée cabaret spéciale dédiée à la chanson de l'immigration.

Les chansons de l'immigration, sont autant de témoignages de la vie des immigrés qui formaient l'auditoire principal et à qui ces œuvres étaient destinées. Tous les aspects de leur vie y étaient exprimés, certes par la musique mais aussi par le verbe. Ce patrimoine culturel, permet de recueillir des éléments de cette mémoire et de cette histoire.

Comme nous le rappelle Meziane Ourad¹ : « leur chanson avait une fonction sociale et politique des plus importantes. Ils ont chanté la terre spoliée, la terre abandonnée, l'enrôlement en Indochine, les bagnes tropicaux, l'émigration, la misère des mères et des femmes délaissées, les amours impossibles, la faim (...) leurs œuvres, aujourd'hui, peuvent se lire comme un roman, celui de la résistance d'un peuple à un empire colonial qui a été destructeur ».

Ces artistes : auteurs, compositeurs, interprètes étaient avant tout des travailleurs qui partageaient cette condition et des amateurs de musique qui animaient, en fin de semaine, les lieux de vie et de travail de leur compatriote. Ils ne se sont pas uniquement cantonnés au rôle de témoins: ils ont pris soin d'affirmer leur engagement politique au sein du nationalisme indépendantiste.

Malheureusement, tous ces artistes n'ont pas eu le même destin après l'indépendance.

Cependant, le public n'a jamais cessé de leur manifester leur reconnaissance en transmettant oralement les œuvres dans les familles et en achetant les cassettes des producteurs de Barbès. Ajouté à cela, les mouvements et les associations de l'immigration ont mis en place des espaces de diffusion de leurs œuvres à travers : des festivals culturelles, des concerts de soutien et de solidarité dans le cadre de conflits sociaux, des radios libres, des journaux, des ouvrages, la réalisation de documentaires et la création de troupes de théâtre.

Ils auront aussi permis la diffusion des œuvres de la nouvelle génération de chanteurs engagés, apparues au cours des années 70 à la suite de mai 68. De là, naîtront des rencontres et des collaborations qui, jusqu'au milieu des années 80, gagnèrent à la politique et au militantisme une frange des enfants de l'immigration.

Aujourd'hui, où en est-on ? Que s'est-il passé depuis ? Que peut-on faire pour perpétuer ou réinventer des formes d'émancipation créatrices de projets et de dynamiques sociales ?

A l'heure où certains artistes comme Mouss et Hakim, Rachid Taha... reviennent sur ce patrimoine en reprenant les chansons de Slimane Azem, de Cheikh El Asnaoui et Dahmane El Harrachi², et que certain-e-s rappeurs-euses apparaissent comme des porte parole officieux de la jeunesse des quartiers populaire, il nous a paru important d'organiser une soirée sur toutes ces questions.

Comme dit le proverbe :
« Les bœufs s'attachent par les cornes,
les Hommes par la langue ».

¹ Meziane Ourad : journaliste

² Slimane Azem, de Cheikh El Asnaoui et Dahmane El Harrachi : poètes et chanteurs Chaâbi

POURQUOI LE FORUM



Débat lors du 1^{er} FSQP, les 22-23 et 24 juin 2007 à Saint-Denis (93)

L'absence de rendez-vous indépendant des militants associatifs et culturels des banlieues participe à l'éparpillement des initiatives et au manque de visibilité des actions menées dans les quartiers.

Nous avons besoin d'un lieu d'échanges et surtout d'élaboration d'idées et de solidarités au niveau national. Un lieu de bilan sur la situation de nos cités, sur les politiques publiques mises en œuvre, sur les luttes qui y sont menées (contre l'apartheid urbain, le chômage et la précarité, avec les femmes, l'école...).

Enfin nous avons besoin d'une expression collective qui ne soit pas simplement l'addition des actions des uns et des autres, mais un tremplin pour des actions communes.

Le Forum n'est pas un rendez-vous d'experts, sociologues, politiques et autres... (à nous de voir ce que nous voulons en faire...) mais celui des populations, des militants directement concernés par les problématiques liées à la vie des Banlieues.

AU PROGRAMME

de ces 3 jours de Forum, nous proposerons plusieurs espaces de rencontres, d'échanges et de débats

RENCONTRES et DÉBATS

Nous mettrons en débat dans des espaces thématiques les questions qui posent problème et/ou nous interpellent dans nos quartiers concernant : le logement, les enjeux de la rénovation urbaine, les violences policières, l'éducation, les discriminations au travail, le traitement médiatique des banlieues, les rapports Hommes-femmes dans les quartiers et dans nos mouvements, la solidarité avec le peuple Palestinien et Kanak.

CULTURES DES QUARTIERS

- **Cinéma de quartier**
 - Projection en continu de documentaires, fictions et autres films sur les luttes de l'immigration et des quartiers.
- **Théâtre**
 - **Vendredi 3 oct.** : « Le son du Tissus » de Fatima Ali, par l'association « Al Houda » de Rennes
 - **Samedi 4 oct.** : « Le bruit du monde m'est rentré dans l'oreille » par le collectif « Quelques-unes d'entre nous » (Blanc-Mesnil)
- **Cabaret Musical**
 - **Vendredi 3 oct.** : « Soirée à l'Ancienne », Soul-Funk
 - **Samedi 4 oct.** : Spécial dédicace « Chanson de l'Immigration »

VILLAGE ASSOCIATIF

Des stands associatifs seront tenus par différentes associations, groupes, collectifs, tous partenaires de l'initiative FSQP, afin de promouvoir leurs actions, luttes, engagements et autres actualités les concernant...

Accès libre et direct au site :
RER A Nanterre-Préfecture
(sortie Place Allende)

La 2^{de} édition du Forum Social des Quartiers Populaires, aura lieu en plein air les 3-4 et 5 octobre 2008 au cœur de la Cité Pablo Picasso, à Nanterre (sur le stade Jean Guimier & parc André Malraux).

> HEBERGEMENT

Durant ces 3 jours de Forum, un hébergement gratuit sera mis à disposition des participant-e-s, au gymnase Picasso, situé à 50m du site du Forum, pour une capacité d'accueil d'environ 150 à 200 personnes.

Pour toute réservation veuillez contacter au plus vite le FSQP, par mail : fsqp@fsqp.frou par téléphone au 06 61 87 75 56



Village associatif lors du 1^{er} FSQP, juin 2007, Saint-Denis

Tous les détails du programme dans le numéro de septembre.

INFOS/CONTACTS SUR NOTRE SITE :

fsqp.free.fr

tous les contacts ville par ville, des archives, les rdv de préparation, le programme des débats...

CONTACT FSQP :

Association loi 1901 « Forum Social des Quartiers Populaires »

Siège : 45-47 rue d'Aubervilliers - 75018 Paris

Métro : Stalingrad

Tél : 09 54 39 41 04

Mail : fsqp@fsqp.fr